

L'Usine Nouvelle (site web)  
vendredi 13 mars 2020 -

[Coronavirus] La France sacrifie son objectif de réduction du déficit pour soutenir les entreprises

Emmanuel Macron a déclaré le 12 mars qu'il prendrait toutes les mesures nécessaires pour contrer la propagation du Covid-19 en France, "quoi qu'il en coûte". Le président a notamment annoncé que l'Etat prendrait en charge 100% du coût du chômage partiel et un report des impôts et cotisations dus par les entreprises en mars. Des mesures qui pourraient coûter plusieurs dizaines de milliards d'euros, selon le ministre de l'Economie Bruno Le Maire. L'orthodoxie budgétaire est ainsi mise en parenthèse.

"Quoi qu'il en coûte". Lors de son allocution le 12 mars à l'Elysée, Emmanuel Macron a répété plusieurs fois cette expression. Une référence transparente au "whatever it takes" lancé à l'été 2012 par Mario Draghi, alors président de la Banque centrale européenne (BCE), expression annonciatrice des mesures non conventionnelles qui ont permis de sauver l'euro. Cette même expression a été utilisée par la chancelière allemande Angela Merkel mercredi 11 mars.

Les gouvernements européens sont sur le pont pour lutter contre la pandémie du Covid-19, qui n'épargne plus aucun pays de l'Union européenne. A commencer par la France. Le président français a demandé aux personnes de plus de 70 ans d'éviter tout déplacement, a encouragé le télétravail et a annoncé la fermeture des écoles, crèches et universités à partir du 16 mars. Sur le plan sanitaire, le gouvernement utilisera "tous les moyens financiers nécessaires pour porter assistance et pour sauver des vies", a expliqué le chef de l'Etat quand il a évoqué le soutien aux hôpitaux et aux personnels soignants. Il a également promis "des mesures exceptionnelles pour les plus fragiles".

Sur le plan économique, "tout sera mis en oeuvre pour protéger les salariés et les entreprises". Emmanuel Macron a annoncé que, "dès les jours à venir, un mécanisme exceptionnel et massif de chômage partiel sera mis en oeuvre". "L'Etat prendra en charge l'indemnisation des salariés contraints à rester chez eux", a-t-il ajouté.

Le renforcement du dispositif sur le chômage partiel devrait coûter au moins plusieurs centaines de millions d'euros, avait averti plus tôt dans la journée Bruno Le Maire, le ministre de l'Economie et des Finances. Déjà 3 600 entreprises ont demandé à bénéficier de mesures de chômage partiel pour environ 60 000 salariés, selon la ministre du Travail Muriel Pénicaud. Le tourisme, la restauration, l'événementiel et les transports sont particulièrement touchés.

Report du paiement des impôts et cotisations en mars

Emmanuel Macron a annoncé le 12 mars une nouvelle mesure de soutien aux entreprises en difficultés : le report pour toutes les entreprises qui le souhaitent, sans justification, sans formalité, sans pénalité, du paiement des cotisations et impôts dus en mars. Ces mesures "coûteront des dizaines de milliards d'euros", a indiqué ce vendredi 13 mars Bruno Le Maire. "Nous ferons tout ce qui est nécessaire et même plus", a affirmé le ministre sur BFMTV et RMC. Ce faisant, le gouvernement renonce à son objectif de réduction du déficit à 2,2% du produit intérieur brut (PIB) cette année.

Une mise en parenthèse de l'orthodoxie budgétaire qui a le soutien de la Commission européenne. A l'issue d'une visioconférence le 10 mars entre les 27 dirigeants européens, Ursula von der Leyen, la présidente de l'exécutif européen, a indiqué vouloir faire preuve de flexibilité dans le cadre du Pacte de stabilité et de croissance. "Il faut faire tomber la règle des 3% de déficit public, car les Etats vont devoir s'endetter pour faire face à la crise sanitaire et économique", estime Xavier Ragot, président de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).

#### Les mesures de la BCE jugées insuffisantes

Les marchés financiers ont encore connu une journée noire jeudi 12 mars et la chute de certains indices a été la plus importante depuis leur création, à l'image du CAC 40 qui a abandonné plus de 12% à la clôture. L'annonce surprise de Donald Trump d'interdire tous les vols en provenance d'Europe, excepté le Royaume-Uni, ainsi que le discours de politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE) ont fortement déçu les investisseurs.

En effet, la présidente de l'institution de Francfort, Christine Lagarde, a plutôt invité les pays de l'Union Européenne à annoncer des mesures fiscales et budgétaires pour soutenir les entreprises touchées par la pandémie du Covid-19, mesures qui paraissent bien plus efficaces en premier ressort avant une intervention plus musclée de la politique monétaire de la BCE. Attendue au tournant, la BCE a annoncé qu'elle maintenait ses taux directeurs inchangés, alors que ses homologues américaine et britannique ont toutes deux opté quelques jours plus tôt pour des baisses. L'institution a toutefois lancé le 12 mars un programme de prêts massif pour soutenir les PME les plus touchées par l'épidémie de coronavirus et compte acheter 120 milliards d'euros de dette publique et privée supplémentaire d'ici la fin de l'année. "Nous devons aussi porter une réponse européenne. La banque centrale a déjà aujourd'hui fait part de ses premières décisions. Seront-elles suffisantes ? Je ne le crois pas", s'inquiète Emmanuel Macron.

A l'instar de la France, d'autres pays ont commencé à mettre en place des mesures de soutien budgétaire. L'Italie, pays européen le plus touché par le Covid-19 et dont l'économie est aujourd'hui à l'arrêt, a évoqué 25 milliards d'euros de crédits supplémentaires. La Grande Bretagne va dépenser 30 milliards en tout, dont 12 milliards spécifiquement centrés sur le coronavirus.